

Les femmes dans la ville et dans la sociologie urbaine : les multiples facettes d'une même oppression

Huguette Dagenais

Volume 4, Number 1, 1980

Problèmes urbains

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/000946ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/000946ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dagenais, H. (1980). Les femmes dans la ville et dans la sociologie urbaine : les multiples facettes d'une même oppression. *Anthropologie et Sociétés*, 4(1), 21–36. <https://doi.org/10.7202/000946ar>

LES FEMMES DANS LA VILLE ET DANS LA SOCIOLOGIE URBAINE

les multiples facettes
d'une même oppression

Huguette Dagenais



C'est sous l'impact du vaste mouvement d'industrialisation à la fin du siècle dernier que les femmes ont fait leur entrée massive sur le marché du travail et, conséquemment, sur la scène urbaine. Dans les sociétés capitalistes occidentales elles représentent aujourd'hui une proportion de plus en plus importante de la population active¹ et, de par leurs activités consommatrices autant que par l'usage qui est fait de leur corps dans les médias et dans la publicité, elles semblent omniprésentes dans les villes. Toutefois, pas plus que le travail n'a entraîné pour elles l'émancipation réelle prévue par Engels (1971) la vie en milieu urbain — « l'air de la ville », disait-on au Moyen-Age — ne les a véritablement libérées de leur oppression séculaire. Les luttes qu'elles doivent mener sur tous les fronts, tant dans leur vie quotidienne que dans leurs écrits et leurs mouvements, sont là pour en témoigner. La situation des femmes dans les villes se caractérise par des contradictions profondes entre les possibilités apparemment infinies d'ouverture et d'indépendance qui leur sont offertes et la persistance de structures de pouvoir patriarcales, les unes et les autres renforcées par le mode de production capitaliste. Mais alors que les historiens, et plus récemment les historiennes, ont entrepris de leur rendre la « mémoire historique » (Lavigne et Pinard 1977:15) dont elles ont été si longtemps privées, alors que les écrits féministes élargissent le champ de la production littéraire et scientifique, les femmes demeurent, à toutes fins pratiques, absentes de la littérature sociologique consacrée à l'analyse de la ville et des

¹ Au Québec, la proportion des femmes dans la population active a plus que doublé depuis le début du siècle, passant de 15.1% en 1901 à 36.6% en 1977. Sources : *Annuaire statistique du Québec*, 1960:77 et *Statistique Canada, La population active*, cat. 71-001, (déc. 1977):62.

mouvements sociaux urbains. À quoi faut-il attribuer cette absence ? Quelles en sont les conséquences ? À quelle condition cette contradiction peut-elle être dépassée dans l'avenir ? Voilà les questions qui ont inspiré ma réflexion et auxquelles j'essaierai d'apporter quelques éléments de réponse dans le bref exposé qui suit.

À partir de l'examen des travaux de quelques sociologues français sur la ville et les luttes urbaines, je vais essayer de montrer que le peu de place faite aux femmes et aux luttes des femmes dans ces écrits² tient essentiellement à la non-reconnaissance de leur oppression spécifique, et que, à son tour, cette non-reconnaissance découle non seulement des conditions historiques particulières de production du discours scientifique mais aussi du choix délibéré de concepts et de problématiques qui évacuent à priori cette spécificité. En d'autres mots, chercheurs et théoriciens³ ne peuvent, selon moi, imputer leur négligence des conditions de vie des femmes dans les villes au seul fait que, traditionnellement, le discours des sciences de l'homme (Liliane 1975) a été et demeure largement un discours d'hommes portant sur les hommes. Les raisons en sont aussi d'ordre épistémologique et il me semble d'autant plus important de les mettre bien en évidence que les conséquences qui en résultent nuisent en même temps au développement de la sociologie urbaine et à celui du mouvement féministe.

☒ Les conditions de vie des femmes dans les villes

◆ Une oppression patriarcale et capitaliste

L'oppression des femmes diffère de l'oppression de classe et de l'oppression raciale en ce qu'elle ne provient pas seulement du capitalisme et de l'impérialisme mais aussi et d'abord du patriarcat, lequel précède historiquement le capitalisme (Rowbotham 1973:117). En sociétés capitalistes, cette « loi du père » est profondément inscrite dans les expressions particulières de la division sexuelle du travail par laquelle la propriété — c'est-à-dire les moyens de production de la valeur marchande —, est accaparée par les hommes et par laquelle ces relations de propriété déterminent à leur tour les relations familiales et domestiques de telle manière que c'est

2 Il serait intéressant de refaire le même type de travail sur les travaux d'anthropologie urbaine et plus particulièrement sur ceux portant sur les villes d'Afrique. Ils semblent accorder une place beaucoup plus importante aux femmes et à leurs activités économiques et ils ont été rédigés, dans l'ensemble, dans des problématiques bien différentes de celles dont il est question ici en sociologie française.

3 Il n'est pas question ici de distinguer théoricien et chercheur mais seulement de dire que, dans les faits, les écrits montrent une contradiction entre les deux moments de l'activité intellectuelle. Si, par la force des choses, le chercheur sur le terrain ne peut ignorer la présence et le rôle des femmes dans les villes et dans les mouvements sociaux urbains, lorsque le même chercheur se fait analyste et théoricien de cette même réalité, il arrive pourtant à en faire à peu près totalement abstraction.

non seulement le travail des femmes mais leur personne même qui est appropriée (Kuhn 1978:65). La spécificité de l'oppression des femmes tient précisément dans cette appropriation de tout leur être, dans ce contrôle qui s'exerce non seulement sur leurs activités matérielles, domestiques et sexuelles, mais aussi sur leur individualité, leur personnalité, par le biais de la relation affective et psychique qui consacre et renforce, dans le cadre de la famille et du mariage, leur attachement et leur dépendance à l'égard de leur oppresseur.

C'est la non-reconnaissance de cette oppression spécifique, d'abord dans le cadre domestique et familial, qui empêche les théoriciens de la ville de la reconnaître également à l'œuvre dans le milieu urbain où elle s'exprime pourtant très clairement et très brutalement dans tous les découpages de l'espace et du temps. Les villes occidentales sont, en effet, conçues de telle manière qu'elles assurent hors du foyer le maintien et le respect des valeurs « familiales » et des rôles dits « naturels » (Mathieu 1973 et 1977) de mère, épouse et ménagère. Qu'elles soient « actives » et sur le marché du travail ou qu'elles « ne travaillent pas » parce que « maîtresses de maison » et « reines du foyer », qu'elles vivent seules et marginalisées, ou, au contraire, protégées et légitimées par la présence d'un homme et de ses enfants, toutes les femmes, de tous les âges et de toutes les classes sociales, sont soumises dans les villes au même type de contrôle social patriarcal de leurs activités et de leur personne que dans la famille.

◆ Une oppression commune et quotidienne

Ainsi, les femmes « qui travaillent » et qui jouissent d'une certaine autonomie financière et individuelle, se trouvent, par ailleurs, toujours largement confinées dans des « ghettos » de « travail féminin » qui ne sont rien d'autre que des prolongements de leurs activités « normales » de ménagère, d'éducatrices, de soutien moral et de « repos du guerrier ». Pour celles qui parmi elles sont mariées, tout, depuis la persistance de la division des tâches au sein du couple qui leur impose une double journée de travail jusqu'à l'organisation même de la vie urbaine en fonction de la présence des femmes au foyer durant la journée, tout, dis-je, concourt à leur rappeler qu'elles ne sont pas simplement « des individus qui ont des activités diverses » mais bien « des mères-épouses qui travaillent » avec ce que cela comporte encore aujourd'hui de sentiments d'insécurité, de culpabilité, d'inadéquation (Chabaud et Fougeyrollas 1978:429). En effet, les services de garderies et surtout de pouponnières sont nettement inadéquats et leurs horaires si restrictifs qu'ils n'augmentent absolument pas le temps libre des mères mais leur imposent plutôt de nouvelles contraintes en termes de déplacements. De plus, les heures d'ouverture des banques, des entreprises commerciales, des services de réparation, des services sanitaires et sociaux, des services gouvernementaux ne sont nullement adaptés aux horaires des usines, des bureaux, des magasins et des écoles où se trouve majoritairement

la main d'œuvre féminine. Il est clair qu'ils sont conçus en fonction de la présence et de la disponibilité d'une personne par foyer – en l'occurrence, les femmes – durant les heures de la journée. Tant pis pour celles qui dévient de la règle; elles n'ont qu'à compenser à même leurs fins de semaine, leurs heures de repas et leurs temps de déplacement, lesquels dans ces conditions « relèvent de la logique de la continuité et de la superposition des activités; ils sont investis par le travail domestique. Dans les transports collectifs les femmes tricotent, lisent des magazines féminins, organisent l'emploi du temps de la famille, réfléchissent aux menus des repas » (Chabaud et Fougeyrollas 1978:430). Autrement dit, la mobilité des travailleuses dans les villes est en réalité déterminée et structurée par le travail domestique.

En comparaison, les femmes seules et sans enfant font, à première vue, figure de privilégiées. Elles n'ont pas à participer à cette incessante course contre la montre et, avec le temps libre et les moyens financiers dont elles disposent, elles devraient pouvoir profiter pleinement de la vie urbaine. Pourtant il n'en est rien. Leurs allées et venues sont marquées d'interdits et d'exclusions qui leur rappellent constamment leur statut de marginales et les incitent, pour leur propre sécurité et tranquillité d'esprit, à rentrer dans le rang en se plaçant sous la protection d'un homme. Loin de leur être largement ouverts, les lieux de détente et de loisir demeurent à toutes fins pratiques une chasse gardée des hommes. Quant aux parcs, jardins publics et autres lieux de l'environnement biophysique qui subsistent encore dans les villes, les femmes y ont surtout accès par métaphores sur leur plus grande proximité de la nature, par certains métiers (fleuristes, par exemple) et, il va de soi, en tant que gardiennes d'enfants (Peterson et al. 1978:525). Dans les villes comme ailleurs, « le pouvoir d'exclusion est le langage de la dominance » (Hanmer 1977:86) et, comme il s'exprime par la violence et la peur, il façonne véritablement les comportements. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs que la violence prenne les formes extrêmes du viol et des agressions physiques pour que les femmes se sentent menacées et renoncent, d'elles-mêmes, aux flâneries solitaires et à la fréquentation de certains lieux publics (bars, restaurants, cinémas aussi parfois) : elle est tout aussi efficace sous les formes plus subtiles de la plaisanterie, d'insultes, de sifflements, de regards insistants et autres formes d'intimidation psychologique auxquelles sont soumises les filles dès leur enfance et dont elles apprennent vite à se méfier. Ajoutée au bannissement effectif des lieux du pouvoir et des centres de décision que constitue leur concentration dans certains secteurs professionnels précis, cette exclusion des femmes seules des lieux de détente et d'amusement réduit, à peu de choses près leur mobilité dans l'espace urbain aux mêmes dimensions que celle des mères-épouses qui travaillent à l'extérieur du foyer, c'est-à-dire d'abord et avant tout centrée sur les heures et le lieu de travail. Mais cette fermeture de l'espace urbain se double d'une exclusion à peu près totale de la nuit (Cauquelin 1977). La nuit, en effet, les femmes seules ne sont jamais vraiment en sécurité, même lorsqu'elles y évoluent en tant que travailleuses. C'est toujours à leurs risques et périls et pour des fins bien précises que

serveuses, danseuses, effeuilleuses, prostituées sont admises en terrain mâle. Ces dernières, en particulier, lorsqu'elles sont violentées, peuvent rarement compter sur leurs « clients » pour leur offrir la même protection qu'à une épouse ou à une amie.

Ainsi, les grandes gagnantes seraient donc bien les « femmes au foyer », ces mères-épouses à temps plein qui respectent la loi patriarcale et en fonction de qui il semble que toute la vie urbaine soit structurée. Encore une fois, la réalité est tout autre; l'existence de ces femmes n'est pas moins pénible que celle de leurs compagnes. Ces « reines du foyer » qui ne disposent même pas, comme disait Virginia Woolf, d'« une chambre à soi » et qui, lorsqu'interrogées, avouent n'avoir « rien d'intéressant » à dire sur leurs activités quotidiennes⁴, se trouvent, en effet, doublement isolées dans leurs univers domestique et privé. D'une part, l'organisation des transports en commun, qui ne leur facilite vraiment pas les déplacements avec des enfants en dehors des heures de pointe, et le fait que leur mari accapare la plupart du temps l'automobile familiale pour aller et venir de son travail – activités considérées comme plus sérieuses que les promenades éventuelles des femmes et des enfants durant la journée – ramènent ni plus ni moins les dimensions réelles de leur mobilité dans l'espace urbain à celles de leurs jeunes enfants (Gamarnikow 1978:398) et augmente d'autant leur dépendance par rapport à leur mari. D'autre part, leur insatisfaction latente, ce « malaise sans nom » (Friedan 1975) dans lequel plusieurs vivent, se traduit le plus souvent par « ce manque à être qu'est l'ennui » (Huguet 1971:135) et fait en sorte que la « situation psychique » des femmes au foyer est souvent rapprochée de celle des névrosés (Montefoschi, citée dans Un collectif italien 1974:134). En fait, nous sommes devant la contradiction propre à l'existence quotidienne des femmes dans les villes. En même temps que l'exclusion des femmes de l'espace-temps urbain les ramène inlassablement à leurs rôles traditionnels et à la sphère domestique et privée, la rationalité économique qui est à la base de l'organisation des villes capitalistes et de l'éclatement spatial des activités urbaines s'oppose à l'exercice même de ces rôles et contredit, en quelque sorte, le statut social des femmes qu'elle contribue par ailleurs à consacrer (Coutras et Fagnani 1978:434).

Le seul domaine qui reste, sans conteste, largement ouvert aux femmes dans l'espace-temps des villes capitalistes est celui de la consommation. C'est le seul vraiment conçu en grande partie à leur intention et où l'on fait appel à elles en tant qu'actrices importantes. Mais s'agit-il véritablement d'une ouverture pour les femmes ? Quel rôle les femmes jouent-elles en tant que consommatrices dans les sociétés capitalistes et quel rôle joue à son tour la consommation dans leur vie quotidienne ? Un examen, même

⁴ Cette attitude a pu être observée à maintes reprises au cours de l'enquête effectuée dans le cadre de la recherche « Réseaux et territorialité en milieu urbain : Le quartier Limoilou de la ville de Québec » (1976-1979).

rapide, de la situation, nous montre que l'ouverture, ici encore, se double d'un enfermement. En effet, de par leur position dans la structure du pouvoir patriarcal et leur rôle dans la division sexuelle des tâches, les femmes ont été traditionnellement les personnes chargées de la consommation dans la famille, c'est-à-dire de l'activité bien quotidienne et pratique qui consiste à assurer la subsistance, le bien-être et le confort de la force de travail. Effectuée gratuitement, cette activité assure chaque année des économies substantielles au capitalisme qui peut ainsi, au moyen d'un arsenal publicitaire considérable et bien rodé, élargir sans cesse le champ des besoins domestiques et familiaux et continuer à faire reposer principalement le fardeau de ce « faux marché » sur les épaules des femmes (Duffy 1977: 204). Les centres commerciaux, qui poussent comme des champignons dans les villes d'Amérique du Nord, sont les lieux par excellence où s'effectue cette manipulation des femmes par le capitalisme, cette exploitation de leur insatisfaction et de leur ennui aussi bien que de leur désir de remplir le plus adéquatement possible leurs fonctions de mère et d'épouse. Tout y est mis en œuvre pour qu'elles en arrivent à ne plus considérer le temps passé à faire leurs achats comme du travail mais plutôt comme des activités ludiques et créatrices, lesquelles remplissent dans leur vie quotidienne une fonction compensatoire dont elles sont d'ailleurs souvent bien conscientes (Huguet 1971). Mais en réalité ces bains de foules dans les – si bien nommés au Québec – « centres d'achats » ne diminuent nullement l'isolement des femmes puisque les contacts – entre vendeuses et acheteuses – demeurent avant tout soumis à la rentabilité économique. Et pendant ce temps, la même société capitaliste, qui n'en est pas à une contradiction près, se donne bonne conscience en reprochant aux femmes leur « matérialisme insouciant » (Duffy 1977) et, selon qu'elles sont de milieu aisé ou modeste, leur consommation « ostentatoire » (Veblen 1953) ou compulsive.

Cependant, la consommation comporte un autre volet dont les femmes font encore une fois les frais. Dans un espace-temps qui leur est largement fermé et interdit, leur corps est partout étalé, multiplié, découpé – dépecé – déformé et reproduit comme à l'infini, selon les besoins et les caprices des industries publicitaires et pornographiques. De consommatrices les femmes deviennent elles-mêmes, dans l'imaginaire – par les images projetées de leurs corps et de leurs rôles – et dans la réalité – par la prostitution – des objets de consommation qui remplissent véritablement pour tous les hommes individuellement et/ou collectivement des fonctions ludiques et compensatoires. Et c'est sans conteste dans les villes que ces grandes industries, dont les profits se chiffrent par millions chaque année⁵ trouvent

⁵ Dans un article récent du *Globe and Mail* (21/07/1979, p. 10) intitulé « Porn is alive and thriving with something for everyone », David Lancashire écrivait que les profits de la pornographie au Canada sont estimés à environ 300 millions mais que ces 300 millions représentent seulement une infime fraction de ceux qui sont enregistrés aux U.S.A. et qui se chiffrent par milliards chaque année. Ainsi, dans le seul État de Californie les petits marchands de journaux et de matériel.../

à se développer et à perfectionner sans cesse davantage leurs procédés de production et de distribution des femmes-objets.

◆ Les luttes des femmes dans les villes

En plus des mouvements féministes organisés et ayant souvent une audience nationale, les luttes des femmes dans les villes prennent des formes diverses. Une publication récente du Conseil du Statut de la Femme du Québec (1978) dénombre pour l'ensemble du territoire québécois plusieurs centaines d'adresses, de « lieux » où s'effectue l'action des femmes. Toutefois, un examen attentif montre que malgré la diversité de leurs expressions et de leurs modalités ces luttes s'effectuent sur le terrain même de l'oppression spécifique des femmes, c'est-à-dire contre leur isolement lorsqu'elles sont au foyer et hors du marché du travail, contre leur exclusion des lieux de rencontre et de loisir, et contre le contrôle patriarcal qui s'exerce sur leur corps, leur sexualité, leurs fonctions maternelles et éducatives.

Si, en tant que travailleuses, les femmes sont de plus en plus nombreuses parmi les syndiqués⁶ leur double journée de travail continue cependant à freiner un engagement plus militant et plus actif de leur part. Mais actuellement il est intéressant d'observer certains mouvements qui prennent forme chez les femmes qui prévoient revenir sur le marché du travail après un plus ou moins long exil au foyer (« Second Départ », au Québec, par exemple), et qui dénotent une importante prise de conscience par celles dont les plus fortunées étaient traditionnellement vouées au bénévolat ou aux clubs de bridge, et les plus pauvres à une plus grande pauvreté encore. Il s'agit pour ces femmes, dans la force de l'âge pour la plupart, de se prendre en main et de se préparer à affronter les employeurs en se revalorisant d'abord à leurs propres yeux. Cette forme de lutte, très prometteuse pour l'avenir, n'est pas encore très connue, ni très bruyante.

Il en est tout autrement du combat acharné que mènent les femmes (avec quelques hommes exceptionnels parce que « libérés » en partie de la division sexuelle des tâches) pour la libre disposition de leur corps et le contrôle de leur fertilité en demandant, d'une part qu'on reconnaisse leur droit à l'avortement et à l'accouchement « humanisé », et d'autre part

/...pornographiques auraient fait à eux seuls en un an, des bénéfices de 4 milliards. Étant donné que cette industrie est largement dirigée par la mafia, des statistiques « officielles » ne peuvent véritablement être établies. Il est permis de penser que les chiffres estimés représentent peut-être seulement la partie découverte de l'iceberg. D'autant plus qu'il faudrait pouvoir ajouter à cela les profits faits à partir de la prostitution, chiffres pas très faciles non plus à obtenir.

⁶ Au Québec, le taux de syndicalisation des femmes est d'environ 30% alors que celui des hommes est de 45% et les femmes se trouvent proportionnellement plus nombreuses dans les secteurs les plus faiblement syndiqués. Source : Mona-Josée Gagnon « Les femmes dans le mouvement syndical québécois », in Lavigne M. et Y. Pinard (éds.), *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, p. 161.

qu'on assure aux enfants qu'elles ont volontairement mis au monde des services de garde adéquats. C'est dorénavant sur la place publique et en utilisant au maximum les médias d'information que les femmes organisent des marches pour l'avortement « libre et gratuit », mettent sur pied comités et colloques sur la naissance et participent aux commissions parlementaires pour l'instauration de réseaux universels de garderie. Mais cette forme d'action sensibilisatrice et sporadique ne pourrait être efficace sans les luttes plus quotidiennes et suivies que mènent, souvent à la limite de l'illégalité et de la clandestinité, des militantes courageuses dans les hôpitaux, les Centres d'auto-santé et dans les quartiers. Les luttes des femmes pour la ré-appropriation de leur corps et le respect de leur personne se sont aussi cristallisées, surtout dans les plus grandes villes, par des Centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles (« Viol-Secours » au Québec), par des maisons-refuges pour femmes battues, pour anciennes prostituées ou tout simplement pour celles ayant besoin momentanément d'un abri avec leurs enfants. Moins connues, plus « marginales », mais non moins importantes dans leur opposition de fait aux normes patriarcales de comportement sexuel et social, commençant à apparaître des communautés de lesbiennes ayant pignon sur rue (Ettore 1978).

Avec les « Maisons des femmes », les « Librairies des femmes » et les « Centres d'information » que l'on retrouve maintenant même dans les coins les plus reculés du Québec, avec, en plus, leur nombreux journaux et revues à plus ou moins grand tirage, les femmes sont en train de se tailler dans l'espace-temps des villes des lieux de rencontre et d'échange qui leur sont propres, où elles n'ont pas à craindre pour leur sécurité personnelle et ne risquent pas d'être insultées ou tournées en ridicule.

Aussi, qu'elles prennent des formes souvent « sauvages », comme celles que nous venons d'énumérer, ou qu'elles s'effectuent sur le terrain plus institutionnalisé des associations de protection de consommateurs, des Comités de parents, des Comités de citoyens, etc., les luttes des femmes sont actuellement en train de forcer les pouvoirs publics à changer certaines de leurs politiques et de modifier irrémédiablement les images traditionnelles de la femme et du couple. Il suffit de voir comment actuellement au Québec, le gouvernement s'efforce de convaincre les femmes — heureusement toujours vigilantes — qu'il a entendu leurs revendications et compte y répondre : Ministère d'État à la condition féminine, Projet de loi sur les services de garde, Réforme du Code Civil, Colloques régionaux sur la violence, etc. se succèdent à un rythme sans pareil dans toute notre histoire. Il faut vraiment être de mauvaise foi, pour ne pas reconnaître que, sans être toujours entièrement « révolutionnaires » — pour peu que l'on puisse encore recourir à cette terminologie si galvaudée — les changements que peuvent entraîner toutes les modifications dans les politiques de l'État auront des incidences importantes sur la vie quotidienne des hommes et des femmes dans les villes et les sociétés capitalistes. C'est pourquoi on ne peut passer sous silence l'absence des femmes dans les écrits de sociologie urbaine.

▣ Les femmes dans la sociologie urbaine

◆ Une présence implicite seulement

La constatation que fait Lyn Lofland (1975) à propos de la sociologie urbaine américaine et anglosaxonne s'applique aussi bien à celle de langue française. Dans la littérature de sociologie urbaine, dit-elle, les femmes sont « simplement là » (« simply there ») et elle compare leur situation à celle des serviteurs dans les romans policiers anglais. Ces personnes semblent toujours présentes et peuvent même, à un moment donné, intervenir dans l'intrigue, mais en général, ils font seulement partie du mobilier. Même s'ils sont essentiels à la situation, ils demeurent à peu près insignifiants quant à l'action. Ils sont là, simplement. Cette situation particulière des femmes, que l'auteur appelle en anglais « The thereness of women », tient, selon elle, non seulement au fait que traditionnellement les sociologues urbains sont des hommes mais aussi au fait que, dans le monde anglo-saxon on a longtemps privilégié les études centrées sur la notion de « communauté » comme base de l'organisation sociale. En effet, l'attention qui a été accordée prioritairement aux types d'organisations se rapprochant le plus du modèle communautaire plutôt qu'à l'émergence de nouvelles formes d'organisation sociale urbaine a entraîné la description et l'analyse de situations empiriques où les femmes sont « structurellement, et par définition, seulement « là » au détriment de l'observation de situations où elles peuvent être substantiellement actives » (*ibid.*:151). De plus, précise Lofland, l'origine des subventions de recherche a également joué un rôle important dans la négligence des femmes en influençant de façon déterminante le choix des « problèmes » sociaux à étudier. Une part importante de la recherche urbaine américaine a, en effet, porté jusqu'à très récemment sur les « marginaux », les « délinquants » et les « faiseurs de troubles » (« troublemakers ») de toutes sortes parmi lesquels il se trouve bien peu de femmes. « Le problème », dit l'auteur :

is that, in the main, women have not been seen as giving anyone enough trouble often enough to be the objects of official concern – to be 'problematics' to the buyers of research.

Lofland: 158

Certes, la présence des femmes est notée par les chercheurs sur le terrain, mais leur attention étant centrée prioritairement sur les « faiseurs de troubles » mâles, il est peu probable que les femmes émergent dans la version finale du rapport comme autrement que « simplement là ». Les choses sont différentes seulement lorsque c'est la famille ou les relations de parenté qui deviennent en tant que tels objets d'étude.

En ce qui concerne la sociologie urbaine francophone, et plus particulièrement française, le problème, selon moi, se pose surtout au niveau des concepts et des problématiques. Mais les résultats sont essentiellement les mêmes quant à la place faite aux femmes. Lorsque les sociologues français

parlent de « ségrégation » (Lojkine), de « droit à la ville » et de « révolution urbaine » (Lefèbvre), de « consommation collective » (Castells), c'est toujours en termes de « classes sociales » et de « lutte des classes ». Or, cette problématique est réductrice et occultante car elle place implicitement les femmes dans la classe sociale de leur mari – ceci même lorsqu'elles sont personnellement sur le marché du travail ou qu'elles sont les individus sur lesquels portent les enquêtes (Liliane 1973) – et ne reconnaît pas la dimension patriarcale spécifique de leur oppression. Certes, l'appartenance de classes des femmes détermine en grande partie leur plus ou moins grande mobilité dans les villes, leur accès aux services et aux différents lieux du pouvoir, leur choix d'un logement tout autant que le temps consacré par les unes et les autres au travail domestique. Mais il n'en reste pas moins que, dans les villes, toutes les femmes, sans distinction de classe, d'âge ou de couleur, subissent les mêmes exclusions, risquent les mêmes agressions et s'imposent les mêmes restrictions dans leurs allées et venues. Par l'usage qui est fait de leur corps comme support publicitaire ou objet sexuel, ce sont toutes les femmes, de tous les milieux sociaux qui sont atteintes dans leur intégrité. L'appartenance de classe ne semble pas changer fondamentalement la nature et la permanence de l'oppression des femmes dans les villes mais plutôt contribuer à en faire varier les modalités. Les chercheurs ont encore à reconnaître que « la détermination de classe, dominante pour les hommes, est peut-être seconde pour les femmes » (Chabaud et Fougeyrollas 1978:430-431) ou mieux, à cesser de chercher la « contradiction principale » pour s'intéresser plutôt à l'articulation spécifique des diverses formes d'oppression des travailleurs et des femmes, en particulier.

Ces dernières années, la sociologie urbaine a été fortement marquée par l'analyse de la « question urbaine » par Manuel Castells (1975) en termes de « consommation collective ». Castells, en effet, définit la ville en tant qu'unité de consommation collective où s'effectue la reproduction de la force de travail. En plus de se situer dans une perspective de lutte des classes et d'adopter une approche essentiellement économiste, l'auteur en arrive aussi à évacuer complètement les femmes à cause des limites étroites qu'il impose à ses principaux concepts, à savoir, ceux de production, reproduction et consommation. Ainsi, la production apparaît comme étant essentiellement du domaine public et marchand, et la « production domestique » gratuite effectuée par les femmes dans le « domus » (Delphy 1978), lieu par excellence de la reproduction de la force de travail, est totalement passée sous silence. Pour reprendre l'expression de Lofland, les femmes, pour Castells sont « simplement là ». Elles n'apparaissent pas en tant qu'actrices dans ce processus : elles sont tout aussi invisibles que le « travail invisible » qu'elles accomplissent quotidiennement pour assurer le bien-être des travailleurs. Il s'ensuit que les relations de production de type patriarcal qui régissent cette production domestique, et en partie également la reproduction de la force de travail, sont totalement ignorées. En ce qui concerne le concept de reproduction, Castells fait totalement abstraction du rôle des femmes dans ce qu'il a de plus spécifiquement et exclu-

sivement féminin, à savoir la reproduction biologique des travailleurs et les conditions particulières dans lesquelles s'effectue cette reproduction. Eva Gamarnikow a raison de dire que, tel qu'utilisé par Castells, le concept de reproduction

renders unproblematic both biological reproduction and the relations of biological reproduction within the nuclear family. It also ignores the structure of the social relations between men and women within marriage... and by implication, reduces relations between men and women to biological or instinctual bonds.

1978:394

La reproduction est seulement considérée en relation avec le mode de production capitaliste. Il n'est nullement tenu compte de l'articulation particulière de ses différents aspects à l'extérieur de la famille, ni des relations patriarcales de propriété et de pouvoir qui placent la femme du travailleur par rapport à son mari dans la même position que celui-ci par rapport au capitaliste (Kuhn 1979). Quant à la consommation, que l'auteur considère surtout dans sa forme « collective », les femmes, principales consommatrices et objets de consommation dans l'acception plus étroite, plus quotidienne et plus matérielle du terme, en sont également, à toutes fins pratiques, absentes, ou plutôt, encore une fois, elles sont « simplement là ». Pourtant, dans les villes capitalistes des industries aussi florissantes que la pornographie et la prostitution reçoivent précisément leur caution idéologique du fait qu'elles sont implicitement jugées nécessaires au bien-être des travailleurs – mâles, il va sans dire – et au maintien de la famille monogamique. Elles font en quelque sorte partie intégrante des équipements inclus dans le concept de « consommation collective ».

De cette indifférence théorique à l'oppression des femmes dans les villes découle naturellement la non-reconnaissance de leurs luttes. Mais alors que les analyses de la structure urbaine capitaliste demeurent globales, et par le fait même, plus facilement réductrices, celles des « luttes urbaines » portent le plus souvent sur des mouvements spécifiques, étudiés dans leur dynamique quotidienne, et les acteurs sont plus clairement identifiés. Dans ces conditions, la non-reconnaissance des luttes des femmes se rapproche davantage du refus délibéré que de la négligence, puisque, nous l'avons vu, elles sont les premières concernées par les problèmes urbains. Il importe donc de nous y arrêter un moment.

◆ Des luttes ignorées

Ici encore, les écrits de Castells sont importants. Pour lui, telle qu'il l'expose dans ses *Luttes urbaines* (1975), « la problématique des mouvements sociaux urbains » s'articule aux luttes liées à la production et à la remise en question du pouvoir politique et se situe sur un « double plan » :

d'une part, en tant qu'analyse des problèmes sociaux de changement des modes de consommation collective exprimés dans l'organisation urbaine; d'autre part, en tant que saisies des formes d'articulation entre les nouvelles contradictions sociales qui apparaissent dans les sociétés industrielles capitalistes et les contradictions économiques et politiques à la base de leur structure sociale.

1975:14

Partant « de la pratique sociale, des exemples récents de mobilisations populaires portant sur les problèmes urbains », Castells analyse « la lutte contre la 'rénovation-déportation' dans la ville de Paris », « les comités de citoyens à Montréal », « le mouvement d'action écologique aux U.S.A. » et la lutte qu'il juge plus proprement politique et révolutionnaire des « pobladores au Chili ». Aucune femme, semble-t-il, n'intervient dans ces luttes : à Paris⁷, ce sont « les ouvriers et les jeunes qui se battent dans les quartiers » (p. 45); à Montréal, ce sont des « militants », et au Chili des « squatters » alors qu'aux États-Unis on a affaire, dit l'auteur, à un mouvement essentiellement étudiant et bourgeois. Les maisons de femmes, les refuges pour femmes battues et les centres d'aide aux victimes de viol ne sont pas jugés dignes de figurer parmi « les actions qui renouvellent les voies révolutionnaires de nos sociétés et articulent d'autres formes de conflit avec celles issues du système productif et de la lutte politique » (p. 121). Dénoncées si souvent comme « bourgeoises » par les marxistes parce qu'elles prétendent ne pas regrouper les femmes seulement sur la base de leur appartenance de classe, les luttes féministes ne feraient pas non plus partie de ces « mouvements à base pluriclassiste » qui s'opposent à « la logique structurelle capitaliste et à l'État aménageur de cette logique » dans ce qui apparaît actuellement à l'auteur comme une « voie démocratique vers le socialisme » (Castells 1976a). Quand, dans *La crise économique et la société américaine* (1976b) Castells semble enfin décidé à accorder une certaine attention à la situation des femmes au sein des « contradictions capitalistes et rapports de classes », c'est pour examiner brièvement « la division sexuelle du travail et la libération des femmes » (pp. 175 à 183) à l'intérieur d'un sous-chapitre intitulé « Classe, race et sexe : pourquoi les minorités sont la majorité » (pp. 171-183). Est-il besoin de commenter davantage ?

Si Castells, du fait de ses nombreux écrits et de leur traduction en anglais, porte facilement flanc à la critique, ceux qui ne sont pas d'accord avec lui n'accordent pas nécessairement plus d'importance à la condition féminine. Ainsi, Jean Lojkin (1977) lui reproche le choix d'exemples qui « se caractérisent par l'isolement politique et la localisation' – nous dirions l'atomisation – de ces actions » (p. 325). Mais constatant que « les nouvelles

⁷ De nombreux articles de journaux et de revues scientifiques ont été consacrés à la lutte des habitants du 14^e arrondissement à Paris contre la rénovation-démolition du quartier adjacent à la gare Montparnasse. Il y a sur une des rues en question une « Maison des femmes » depuis déjà de nombreuses années et la devanture en est toujours placardée de tracts portant sur les luttes en cours. Je n'ai jamais lu mention de cette maison qui, de toute évidence, sert de lieu de rencontre à un certain nombre de personnes du quartier.

conditions de développement du capitalisme », à l'étape de « l'internationalisation de la production et de l'échange, produisent aujourd'hui... des possibilités nouvelles d'émergence de mouvements sociaux urbains », il n'en réduit pas moins « les premières manifestations d'un nouvel ordre social » aux seules luttes ouvrières qui dorénavant, selon lui, abolissent

la barrière idéologique qui tentait d'isoler le monde de la production et celui de la 'reproduction de la force de travail', dans la mesure où l'un des éléments clés de la reproduction élargie de la force de travail qualifiée, le 'besoin d'éducation' est intégré dans la lutte ouvrière à l'intérieur de l'usine. (p. 334)

En d'autres termes, les luttes contre l'État demeurent pour Lojkin l'apanage des travailleurs, et plus particulièrement ceux des usines, donc encore une fois, majoritairement des hommes, les femmes qui sont sur le marché du travail se regroupant surtout dans le secteur tertiaire.

Castells et Lojkin ne sont cependant pas les seuls, il s'en faut, à s'intéresser aux mouvements populaires urbains. Dans un numéro de la revue *Autrement* (6/1976) entièrement consacré aux « contre-pouvoirs dans la ville », Eddy Cherki et Dominique Mehl précisent, en « éditorial », que par « luttes urbaines » il faut entendre « des luttes portant sur la ville et non pas tous les conflits qui se déroulent dans la ville ». Ils opèrent « un découpage simple » à l'intérieur de ce vaste champ et proposent de conserver l'appellation de luttes urbaines seulement pour celles « qui portent sur le logement, les transports, les équipements de tout type, l'environnement et la défense du cadre de vie,... sur la planification urbaine, la/les politique(s) urbaine(s) ou encore ce qu'on appelle 'le mode de vie urbain' » (pp. 2 et 3). Ils posent ensuite « une question directe » :

en quoi ces luttes peuvent-elles contribuer au changement social et politique ? En quoi, dans certaines situations sociales, dans certaines conjonctures politiques, ces luttes peuvent-elles être partie prenante de processus révolutionnaires ? (p. 3)

Et ils citent ensuite de nombreux exemples sur le territoire français. Aucune mention des femmes, cependant, dans ces luttes portant sur les circuits de distribution de viande et le contrôle des prix, dans celles pour l'amélioration de leurs conditions d'habitat par des locataires de H.L.M., dans l'occupation d'une école par des parents, dans les grèves de loyers et dans les luttes contre l'insuffisance des services de santé. À croire que spontanément, dans chaque cas, les « travailleurs » ont fait la grève à l'usine pour mieux venir défendre dans leur quartier leurs intérêts de locataires, de parents et de consommateurs. Les femmes n'apparaissent jamais comme actrices sociales, même dans le secteur « hors production » où elles sont majoritaires, ni même dans des luttes portant sur l'éducation et la consommation qui devraient, dans la logique patriarcale, continuer à leur être reconnues « comme naturelles ».

Je ne poursuivrai pas l'énumération plus avant; les exemples ne manqueraient pas pourtant. Quant aux auteurs ainsi attaqués, ils pourraient toujours me reprocher de ne pas me plier aux règles les plus élémentaires de la composition française et de la description sociologique nécessairement globalisantes. Mais c'est précisément cette globalisation des problèmes, des luttes et des acteurs sociaux qui doit être remise en question car elle constitue, dans les faits, un appauvrissement de la théorie sociologique. Seules la reconnaissance, sur le plan théorique, de l'oppression spécifique des femmes et la prise en compte des changements qui se produisent actuellement dans et par les luttes des femmes, peuvent permettre la compréhension des mécanismes qui fondent et perpétuent l'ordre social patriarcal et capitaliste dans les villes et les sociétés qui y sont soumises. Car le mouvement des femmes contribue à « élargir le champ du politique en politisant le personnel et le privé » (Gamarnikow 1978:396) et la production théorique féministe de ces quinze dernières années peut faire grandement avancer la réflexion marxiste. La sociologie urbaine de langue française est très fortement marquée par l'influence marxiste et aurait donc tout à gagner d'une telle ouverture.

Quant au mouvement des femmes, la diversité de ses luttes et la persévérance de ses militantes en démontrent la vigueur. Si le paternalisme à son égard est tellement dépassé qu'il en est devenu inoffensif, par contre l'ignorance délibérée, ou ce que j'ai appelé la non-reconnaissance de ses actions et de ses réalisations, ne peut que freiner la prise de conscience des hommes et des femmes par rapport à leurs conditions particulières d'oppression et par rapport aux changements à apporter dans leur propre vie aussi bien que dans la structure sociale en général. La sociologie urbaine a, en ce sens, beaucoup à se reprocher, comme nous l'avons vu. Elle a donc aussi beaucoup à gagner d'un examen moins étroit de la réalité urbaine et d'un usage plus ouvert des concepts qu'elle privilégie.

BIBLIOGRAPHIE

AUTREMENT

1976 « Contre-pouvoirs dans la ville », 6/septembre.

CASTELLS M.

1975a *La question urbaine*. Édition revue, suivie d'une postface. Paris: Maspéro.

1975b *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris: Maspéro.

1976a « Mouvements urbains et voie démocratique vers le socialisme », *Autrement*, 6/septembre: 199-203.

1976b *La crise économique et la société américaine*. Paris: Presses Universitaires de France.

CAUL-FUTY L.

1976 « L'efficacité d'un syndicalisme du cadre de vie », *Autrement*, 6/septembre: 150-155.

- CAUQUELIN A.
1977 *La ville la nuit*. Paris: Presses Universitaires de France.
- CHABAUD D., et D. Fougeyrollas
1978 « Travail domestique et espace-temps des femmes », *International Journal of Urban and Regional Research*, « Women and the City », 2, 3:421-431.
- CHERKI E., et D. Mehl
1976 « Les luttes urbaines, facteurs de changement », *Autrement*, 6/septembre: 3-4.
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
1979 *Répertoire des groupes de femmes du Québec*. Québec: Bibliothèque nationale.
- COUTRAS J., et J. Fagnani
1978 « Femmes et transports en milieu urbain », *International Journal of Urban and Regional Research*, « Women and the City », 2, 3:432-439.
- DAGENAIS H.
1978 « Réflexions critiques sur la notion de 'réseaux sociaux' », *Comptes rendus du Congrès sur la méthodologie de l'aménagement, 1977*. Montréal, ACFAS: 196-200.
- DELPHY C.
1978 « Travail ménager ou travail domestique ? »: 39-54, in Michel A., (éd.), *Les femmes dans la société marchande*. Paris: Presses Universitaires de France.
- DUFFY A.
1977 « Women Outside the Labor Force », *Occasional Papers of the McMaster University Sociology of Women Programme*, Issue 1, Spring: 195-229.
- ENGELS F.
1971 *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. Paris: Éditions sociales (1954).
- ENJEU C., et J. Save
1975 « Structures urbaines et réclusion des femmes ». En coll., *Les femmes s'en-têtent*, Paris, Gallimard: 33-48.
- ETTORE E.M.
1978 « Women, Urban Social Movements and the Lesbian Ghetto », *International Journal of Urban and Regional Research*, « Women and the City », 2, 3: 499-520.
- FRIEDAN B.
1963 *The Feminine Mystique*. New York: Dell.
- GAMARNIKOW E.
1978 « Introduction », *International Journal of Urban and Regional Research*, « Women and the City », 2, 3:390-403.
- HANMER J.
1977 « Violence et contrôle social des femmes », *Questions féministes* 1, novembre: 69-88.

- HUGUET M.
1971 *Les femmes dans les grands ensembles*. Paris: C.N.R.S.
- KUHN A.
1978 « Structures of Patriarchy and Capital in the Family »: 42-67, in Kuhn, A. and A. Volpe (éds), *Feminism and Materialism*. London: Routledge and Kegan Paul.
- LAVIGNE M., et Y. Pinard
1977 *Les femmes dans la société québécoise*. Montréal: Boréal Express.
- LEFEBVRE H.
1970 *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard.
1972 *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.
- LILIANE
1975 « L'école des femmes et le discours des sciences de l'homme ». En coll., *Les femmes s'entêtent*, Paris: Gallimard, 86-128.
- LOFLAND L.H.
1975 « The 'Thereness' of Women: A Selective Review of Urban Sociology »: 144-170, in Millman, M. and R.M. Kanter (éds), *Another Voice : Feminist Perspectives on Social Life and Social Science*, Garden City, N.Y., Anchor Books.
- LOJKINE J.
1977 *Le marxisme, l'État et la question urbaine*. Paris: Presses Universitaires de France.
- MATHIEU N.C.
1973 « Homme-culture et femme-nature », *L'Homme*, 3:101-113.
1977 « Masculinité/Féminité », *Questions féministes*, 1, novembre: 51-67.
- PETERSON R., G.R. Wekerle et D. Morley
1978 « Women and Environments : An Overview of an Emerging Field », *Environment and Behavior*, 10, 4:511-534.
- ROWBOTHAM S.
1974 *Woman's Conciousness, Man's World*. Harmondsworth, England, Penguin Books (Pelican, 1973).
- SMITH D.E.
1973 « Women, the Family and Corporate Capitalism »: 17-48, in M. Stephenson (éd.), *Women in Canada*. Don Mills, Ontario, General Publishing Co.
- UN COLLECTIF ITALIEN
1974 *Être exploitées*. Paris: Des femmes.
- VEBLEN T.
1953 *The Theory of the Leisure Class*. New York: Mentor Book (MacMillan, 1899).